

États Généraux du 18 octobre - Académie de Montpellier

89 présents le matin, 81 l'après-midi : près d'une centaine de participants au total.

Les représentants de l'Unef, de la Fcpe et du Snuipp sont aussi intervenus au cours de ces débats.

Synthèse des débats en séance plénière

Atelier 1 : démocratisation, collèges, éducation prioritaire

Bref compte rendu de débats de l'atelier du matin et des principales propositions qui en sont ressorties - durée des séquences, réduction des effectifs, aide aux élèves en difficulté, concertation incluse dans les services, revenir sur la note de vie scolaire, redéfinir la carte scolaire, remettre à plat de dispositif d'éducation prioritaire...), des constats qui y ont été faits - absence de bilan des différentes expérimentations, classes surchargées, l'autonomie des établissements s'est surtout traduite par l'accroissement des pouvoirs des chefs d'établissement... - et des questions qu'il faut encore approfondir (liaison CM2-6^{ème}, comment aider les élèves en difficulté, pourquoi certains élèves s'ennuient...).

Le débat en séance plénière a mis en avant plusieurs questions :

Quelles conséquences sur nos services aurait la mise en place de structures de soutien et d'aide aux élèves ?

Les devoirs à la maison sont un facteur d'accroissement des inégalités en fonction du contexte social : les faire en classe, dans quel cadre ? Avec quel encadrement ?

L'annonce d'échanges de services entre CM2 et 6^{ème} n'est-elle pas un pas de plus vers l'école du socle ?

Le risque de prise en charge d'une partie de certains enseignements (artistiques, EPS, langues) par les collectivités territoriales.

La question des moyens : une condition nécessaire, voire un préalable, mais pas suffisante. Nous devons avancer des propositions notamment pour les élèves en échec ou en difficultés. Cela pose aussi la question des pratiques pédagogiques et de leur nécessaire évolution, celle de l'élaboration et de l'évolution des programmes, et plus largement de ce qu'on entend par culture commune, qui sont indissociables de la question des moyens.

Atelier 2 : démocratisation lycées, voie technologique, voie professionnelle

Les thèmes principaux abordés lors des débats en atelier le matin :

De façon générale, refus de la marchandisation de l'école, et besoin de l'améliorer pour lui redonner les moyens de la démocratisation et de réduction des inégalités. Dénonciation de l'adéquation de la formation des jeunes aux seuls besoins économiques locaux.

1 - Préserver la diversification en voies et séries qui a permis de multiplier par 2,5 le nombre de lycéens dans les années 90, et les rééquilibrer (notamment en renforçant l'attractivité des séries L et ES et en revenant aux paliers 2+2 pour la voie professionnelle) / renforcer la voie technologique aujourd'hui remise en cause : elle a un rôle essentiel à jouer pour réussir la démocratisation / revaloriser l'image de la voie professionnelle ; ouvrir des passerelles (classes d'adaptation...) ; permettre l'accès au supérieur (BTS en 3 ans ?)

2 - Fortes inquiétudes sur l'acte 3 de la décentralisation et ses conséquences sur les structures et les contenus du lycée (orientation, apprentissage, partage de décision de l'offre de formation entre rectorat et Région), voire sur nos statuts et nos services ; réaffirmation de l'attachement au statut de fonctionnaire d'état, et au caractère disciplinaire et monovalent de notre métier

3 - Demande de remise à plat de la gouvernance des établissements et de l'autonomie en terme de globalisation des moyens

4 - Bilan désastreux de la réforme des lycées (emploi du temps calamiteux, conditions de travail, globalisation des moyens, effectifs surchargés, aide « personnalisée »... à plus de 30 ou 35 élèves, CCF, tutorat) et demande d'abrogation de cette réforme

5 - Liens 2ndaire/supérieur à renforcer, en particulier sur l'orientation et le recrutement en BTS/DUT/fac

6 - expression de plus en plus explicite de la souffrance au travail, à cause de la dégradation des conditions de travail et du sentiment de ne plus pouvoir remplir notre mission de réduction des inégalités scolaires

Le débat en plénière a porté sur plusieurs points :

Ne vaut-il pas mieux cibler les moyens supplémentaires sur des points précis (AP, services partagés...)?

Il faut lier réforme du 2nd degré et réforme du supérieur.

Risque de disparition de l'évaluation des Langues Vivantes au bac, menacée aussi par la mise en place du contrôle en cours de formation.

Mener la campagne d'opinion sur l'importance d'un cadre national pour les diplômes.

Les dangers que font peser le socle commun et le LPC en collège, la réforme des lycées et la régionalisation sur le statut de fonctionnaire d'État.

Nécessité de multiplier les passerelles entre les différentes séries et entre les 3 voies.

Le rééquilibrage entre les 3 voies (générale, technologique, professionnelle) pose aussi la question des BTS et de leur accès aux élèves de la voie professionnelle, pour lesquels on pourrait envisager un BTS en 3 ans.

Atelier 3 : crise des recrutements, métier, carrières

Résumé des débats en atelier qui ont porté essentiellement sur 3 points :

- L'ampleur de la crise des recrutements et la gravité de ses conséquences : faute de solutions efficaces et pérennes, le nombre de postes non pourvus aux concours de recrutement risque d'atteindre plusieurs milliers, une situation intenable pour un gouvernement qui a fait de l'Éducation sa priorité, et qui pourrait conduire à des « choix » dangereux (par exemple réduire encore les horaires disciplinaires, faire « enseigner » une partie de certaines disciplines par des intervenants extérieurs, augmenter encore le recours aux personnels précaires, ou encore, faute de professeurs, nommer des personnels... qui ne le sont pas).

- La dégradation, particulièrement importante ces dernières années, des conditions d'exercice du métier : classes surchargées, emploi du temps, multiplication des tâches et réunions diverses, élaboration des programmes, multiplication des services partagés. Dans cet atelier aussi, l'accroissement inquiétant de la souffrance au travail a été évoqué à plusieurs reprises.

- La dévalorisation du métier et la nécessité de le rendre plus attractif, par des mesures de revalorisation des salaires (toutes les voies doivent être explorées : indiciaires et indemnitaires), une amélioration significative des carrières, et des conditions de travail et d'emploi.

Les débats en plénière ont montré un malaise de plus en plus important, qui touche aussi à nos missions : de nombreux collègues se demandent que doit-on enseigner, comment et avec quel objectifs. Une partie de la profession remet en cause le cadre institutionnel.

Il y a une forte contradiction, au moins en apparence, entre autonomie et accroissement de la pression par l'institution. L'Éducation Nationale doit se pencher réellement sur le cadre de travail, ce qui implique d'identifier les missions, les contenus et de redéfinir la dimension relationnelle.

Le droit à formation continue doit être réaffirmé, et respecté.

Lors des situations conflictuelles, dont le nombre s'accroît, le soutien de l'institution, à commencer par le niveau local, fait trop souvent défaut, ou bien tarde.

Plusieurs interventions ont porté sur les conséquences de l'autonomie et du pouvoir accru des hiérarchies locales, la multiplication de réformes et l'absence de concertation, la gestion au « mérite individuel » source d'inéquité et d'injustices, l'absence de médecine du travail...

Interventions aussi pour dénoncer l'accroissement de la précarité (conditions d'emploi et de salaires inadmissibles pour les contractuels ; assistants d'éducation dans l'impossibilité de fait de poursuivre leurs études) et mettre en avant la nécessité d'un plan de titularisation.

Les États Généraux se sont terminés sur un appel à tous les partenaires - personnels, parents, étudiants et lycées - à se mobiliser.

Le Service Public d'Éducation et ses personnels, et le 2nd degré en particulier, ont subi de très dures attaques ces dernières années, dont les dégâts ne pourront pas être gommés en quelques mois. La rentrée 2012 et la crise des recrutements en sont une démonstration éclatante.

A quelques semaines de choix décisifs pour l'avenir du système éducatif comme pour nos métiers, nous pouvons influencer, et de façon importante, sur ces choix qui ne sont pas encore arrêtés, pour que la priorité à l'Éducation, que le gouvernement a fait sienne, se traduise dans les faits et par une politique ambitieuse pour les jeunes, pour les personnels et pour les missions du Service Public d'Éducation, pour que nos métiers soient reconnus, respectés et revalorisés.

Le contexte économique actuel peut rendre forte la tentation de faire des choix à minima, voire de recourir à de fausses solutions. Nous devons donc peser activement dans le débat public et auprès des politiques, et pour cela nous mobiliser, mobiliser l'ensemble de la profession, et tous les partenaires de l'École.

Ces choix politiques sont, en partie au moins, entre nos mains.

Prenons la parole, faisons entendre nos attentes... et nos exigences, avançons nos propositions

Ce message, nous allons le porter dans chaque établissement, auprès de tous nos collègues.

Nous allons aussi le porter aux États Généraux nationaux le 25 octobre à Paris, et le faire fructifier.